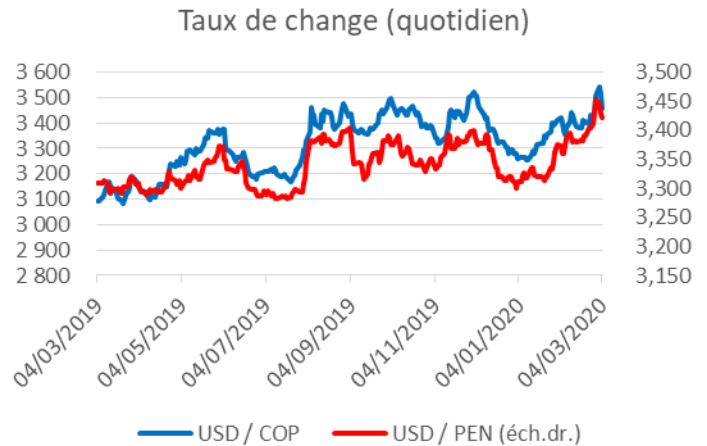
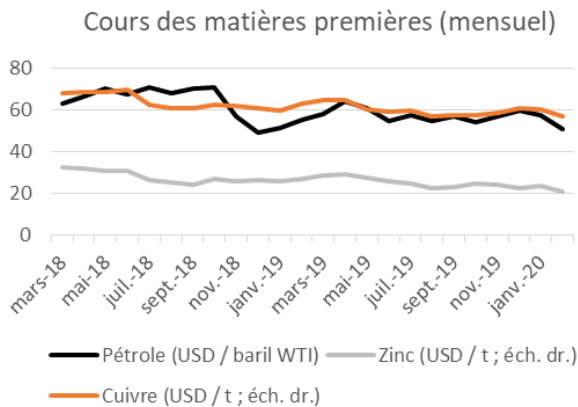




Région

2019 – Population : 138 M

PIB : 785 Mds USD



Bolivie

2019 – Population : 12 M

PIB : 42 Mds USD

La Banque Centrale Bolivienne (BCB) annonce une réduction du déficit budgétaire à 7,2% pour 2019.

Dans le cadre du Programme Financier 2020, qu'elle a co-signé avec les ministères de l'Économie et des Finances Publiques (MEFP) et de la Planification du Développement (MPD), la BCB a annoncé une révision du déficit budgétaire à fin 2019, lequel est passé de 8,1% du PIB à 7,2% fin 2019. Cela marquerait un retournement de tendance après plusieurs années de creusement du déficit et un premier pas pour atteindre l'objectif fixé dans le Programme financier de 5% du PIB en 2022.

Le gouvernement annonce un plan pour réduire le chômage, lequel s'élevait à 4,83% en fin 2019.

Le taux de chômage enregistré par l'Institut National des Statistiques (INE) s'élevait à 4,83% au dernier trimestre 2019, en légère augmentation par rapport au T4 2018 (4,29%) et plus élevé par rapport à la prédiction initiale du gouvernement (3,27%). Il s'agit toutefois d'un progrès par rapport au début de l'année 2019 quand le taux de chômage s'élevait à 6,04% au T1 2019. Pour adresser ce problème, le gouvernement a annoncé deux programmes pour promouvoir l'emploi : un programme de subventions des 3 premiers mois de salaires, au bénéfice des TPME et un programme de promotion de l'entrepreneuriat. Les spécialistes remarquent néanmoins que les chiffres de l'emploi ne distinguent pas l'emploi formel de l'informel, ce dernier concernant jusqu'à 70% des actifs en milieu urbain.

Colombie

2019 – Population : 48 M

PIB : 328 Mds USD

Les IDE en direction de la Colombie ont augmenté de 25,6% en 2019 pour atteindre 14,49 Mds USD.

Ce montant est le plus élevé depuis 6 ans. Les IDE se sont principalement répartis dans les secteurs suivants : secteur pétrolier et minier (31,9%), services financiers et services aux entreprises (20,6%), commerce et hôtellerie (14,7%), industrie manufacturière (10,7%).

Le déficit de la balance des transactions courantes s'est élevé à 13,8 Mds USD (4,3% du PIB) en 2019.

L'augmentation du déficit de 5,8% par rapport à 2018 (13,0 Mds USD) s'explique notamment par le creusement du déficit des échanges de biens et services (-12,2 Mds USD, en hausse de 36,3%, notamment en raison de la baisse des ventes de charbon et de produits pétroliers), insuffisamment compensé par une amélioration du déficit de la balance des revenus (-10,3 Mds USD en diminution de 12,4% liée en particulier à une diminution des sorties des dividendes des investissements étrangers) et l'augmentation de l'excédent des transferts courants (+8,7 Mds USD en croissance de 13,5% avec en particulier une hausse des remises des travailleurs étrangers, qui ont atteint 6,7 Mds USD, et des aides des bailleurs internationaux).

Equateur

2019 – Population : 17 M

PIB : 108 Mds USD

Renégociation des contrats pétroliers.

Petroecuador est arrivé à un accord avec Petrothailandia (PTT Trading International PTE) dans le cadre de la renégociation des ventes anticipées de pétrole réalisées en 2016. L'accord prévoit la reprogrammation de la livraison de 6,5 M de barils, qui seront libérés et mis à disposition sur les marchés spot. Cette opération rapportera à l'Etat 373,7 MUSD supplémentaires à court terme.

Pérou**2019 – Population : 32 M****PIB : 229 Mds USD****Cerro Verde annonce une demande d'arbitrage contre l'État péruvien, apparemment au sujet d'un différend fiscal.**

La compagnie minière, au travers sa maison mère Freeport-McMoRan (qui contrôle 53,6% de l'actionnariat), a annoncé publiquement le 28 février, une demande d'arbitrage à l'encontre de l'État péruvien sans donner de détails. Il s'agirait d'un différend avec la SUNAT (administration fiscale) au sujet d'une dette de 320 MUSD pour royalties impayés entre 2006 et 2011. Les royalties ont été créées par une loi de 2004 alors que Cerro Verde bénéficiait d'un Accord de Stabilité Juridique (CEJ) depuis 1998, lequel fixait pour 10 ans le régime fiscal en vigueur au moment de la signature. Après l'approbation de la loi, la société a réalisé un projet de lixiviation qu'elle croyait couvert par le CEJ, en désaccord avec la SUNAT. Le différend est passé par les tribunaux administratifs puis le Pouvoir Judiciaire qui a donné gain de cause à la SUNAT. L'entreprise veut maintenant présenter une demande d'arbitrage auprès du CIRDI (qui sera précédée de 6 mois de négociation directe) sur les bases de l'Accord de Promotion Commerciale figurant l'ALE Pérou-États-Unis. Les détails de la plainte demeurent inconnus.

Le nouveau Congrès prendra possession à la mi-mars.

Les nouveaux parlementaires élus lors des élections du 26 janvier ont reçu officiellement leurs accréditations et l'on estime que l'installation sera effective vers la mi-mars. Le Congrès unicaméral de 130 sièges sera composé de 9 partis: Acción Popular (AP) avec 25 sièges, Alianza para el Progreso (APP, 22), Fuerza Popular (15), FREPAP (15), UPP (13), Podemos Perú (11), Somos Perú (11), Frente Amplio (9) et Partido Morado (9). Un accord a été trouvé entre 4 partis identifiés au centre et centre-droit pour former la Direction du Congrès (Président et 3 Vice-Présidents) qui reviendra à AP (présidence) APP, Somos Perú et Podemos Perú. Les orientations de la nouvelle Direction par rapport aux réformes politiques proposées par l'Exécutif ne sont pas encore complètement définies.

Venezuela**2019 – Population : 28 M****PIB : 70 Mds USD****La CAF met en place un programme d'appui à la gestion de la liquidité.**

Ce programme permettra au Venezuela de céder jusqu'à 20% de ses actions de type B pour honorer une partie de la dette (170 MUSD sur les 400 MUSD arrivés à échéance) envers la banque latino-américaine de développement (la dette est estimée à 1,5 Mds USD). Avant l'imposition des sanctions américaines sur la Banque centrale en avril 2019, la CAF octroyait des crédits renouvelables aux autorités monétaires permettant d'éviter le défaut de paiement du Venezuela.

Les exportations pétrolières progressent rapidement en février 2020.

Selon les estimations de *Refinitiv Eikon*, les exportations augmentent de 9% sur un mois pour atteindre 1 Mb/j, contre 960.000 b/j en janvier dernier. Le volume correspond à l'envoi d'une trentaine de cargos pétroliers. L'Inde est la première destination (163.000 b/j) suivie par Cuba (100.000 b/j) et des pays de transit (Singapour, Togo). Selon la presse, les acheteurs ont accéléré les approvisionnements avant l'entrée en vigueur en mai prochain, des sanctions américaines à l'encontre de Rosneft Trading. De leur côté, les importations de produits pétroliers baissent de 8% sur un mois pour s'établir à 163.000 b/j.

Le cours du brut vénézuélien pâtit des inquiétudes sur le coronavirus.

Le cours du baril de référence du brut vénézuélien « *cesta venezolana* » s'établit à 44,85 USD à la fin février, soit une baisse de 12% en un mois, en raison des inquiétudes des marchés pétroliers sur le coronavirus. Depuis le début de l'année, le cours a perdu 22% ce qui pourrait peser sur les recettes pétrolières (estimées à 2 Mds USD) et la capacité à rembourser les engagements déjà contractés (notamment envers la Chine).

Le Venezuela est au 176^{ème} rang sur 195 pays classés dans l'indice GHS sur la sécurité sanitaire.

Selon le centre John Hopkins, spécialisé dans la sécurité sanitaire, le système de santé vénézuélien est peu préparé face aux maladies infectieuses. Le Venezuela se classe au 182^{ème} rang dans la détection précoce des épidémies et 180^{ème} rang dans la capacité à apporter une réponse rapide.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Bogota (adresser les demandes à christine.besnard-loporto@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service économique régional

Adresse : Carrera 11 No. 93-12
Bogota - COLOMBIE

Rédigé par : les Services économiques Amérique andine
Revu par : Julien BUISSART

Version du 5 mars 2020

